

En Belgique, beaucoup de personnes ne semblent pas connaître les différentes institutions politiques et leurs fonctionnements. Cela se voit dans la vie de tous les jours quand les citoyens s'interrogent, par exemple, sur le rôle d'un conseiller communal, la différence entre le conseil et le collège communal, qui décide de quoi... Il est cependant primordial pour tout un chacun de comprendre comment leur commune, province, région, communauté, état fonctionnent afin de permettre de s'y intéresser et de s'y engager. Et ceci en tout temps et pas seulement 2 mois avant une élection parce qu'il « faut » aller voter.

En parallèle, depuis septembre 2017, les élèves ont la possibilité de suivre un cours de philosophie et citoyenneté à raison d'une période par semaine. Comme repris dans la carte blanche du 23 novembre dernier de Nathan Eynatten, ce cours a pour objectifs : « 1° promouvoir le « vivre ensemble » ; 2° permettre aux élèves de connaître leurs droits et leurs devoirs de citoyens ; 3° développer une approche éthique et philosophique sur des sujets de la vie quotidienne ». Promouvoir le « vivre ensemble » est, selon nous, indissociable d'un engagement citoyen éclairé dans les institutions. Ce cours est donc censé apporter les

connaissances nécessaires à chacun afin de comprendre les différentes institutions et donc, de leur permettre de s'engager.

Actuellement, les programmes pour les 1er, 2e et 3e degrés de l'enseignement secondaire mentionnent de manière répétitive un chapitre lié à l'insertion et la participation au processus démocratique. Les différentes notions et concepts vus dans ces chapitres sont les suivants :

1 <sup>e</sup> degré	2 <sup>e</sup> degré	3 <sup>e</sup> degré
Débat	Égalité de droit	Égalité de droit
Représentant	Participation politique	Participation politique
Utopie	Devoir de participation, droit à la non participation	Devoir de participation, droit à la non participation
Responsabilité	Délibération	Démocratie directe, représentative, participative
Engagement	Liberté	Consensus, compromis, dissensus
Coopération		Éthique de la discussion
		Leadership
		Suffrage

Ensuite, durant l'heure commune du troisième degré, les notions politiques suivantes sont abordées dans une compétence nommée : "L'État, pourquoi ? Jusqu'où ?"

État	Liberté négative et positive	Loi liberticide	Idéologie
État de nature, de société	Volonté générale	État de droit	Anarchisme, communisme, libéralisme

État gendarme, providence, social-actif	Libéralisme	Socialisme(s)	
---	-------------	---------------	--

Enfin, durant l'heure optionnel du troisième degré, les notions suivantes sont abordées dans la compétence nommée : "L'État, pouvoir(s) et contre-pouvoirs"

État, société civile, citoyen	Séparation des pouvoirs ( législatif, exécutif, judiciaire)	Régimes politiques: démocratie, autoritarisme, totalitarisme	Démocratie directe, représentative, participative
Pouvoir, influence, domination	Monopole de la violence légitime	Lutte, conflit, résistance, indifférence	Opinion publique
<b>Acteurs institutionnalisés et non institutionnalisés en Belgique et au niveau international</b>			

Nous voyons donc clairement avec cette dernière notion (qui est celle qui nous intéresse dans ce cas) que le fonctionnement institutionnel belge est relégué au second plan de ce cours.

Selon nous, il faut accorder une place plus importante à cette dernière notion ("Acteurs institutionnalisés et non institutionnalisés en Belgique et au niveau international", que nous

proposons de détailler ci-dessous), notamment en l'incluant dans l'heure de cours commune à tous, mais aussi en l'étalant sur les trois degrés.

Par exemple, voici ce qui pourrait être proposé :

1 <sup>e</sup> degré	2 <sup>e</sup> degré	3 <sup>e</sup> degré
L'état de droit	La commune, conseil et collège communal	Les régions/communautés
Les trois pouvoirs	La province	Le fédéral (Chambre/Sénat)
Les différents niveau de pouvoir (shématiquement)	Les élections, déroulement et importance	L'Europe

En informant les jeunes sur le fonctionnement de la politique belge à tous les niveaux, nous en faisons des citoyens-acteurs de demain, plus proactifs et plus sensibles à la cause politique. En effet, le rejet politique ambiant peut-être expliqué (pas uniquement, mais au moins en partie) par l'incompréhension du système politique belge.

Les Jeunes MR demandent qu'un réel cours de citoyenneté politique soit développé afin d'expliquer le système politique belge aux jeunes, avec travaux pratiques afin de rendre cela concret (par exemple : aller visiter une administration communale, faire le compte-rendu d'un conseil communal, interviewer un acteur politique local...).

Mais aussi que ce cours fasse partie de l'heure obligatoire et non optionnelle, qu'il y soit développé et expliqué l'importance de l'implication des gens en politique et du vote et qu'un programme détaillé soit adapté selon le niveau d'apprentissage (1er, 2e ou 3e degré, voir exemple ci-dessus) afin de broser tout le système pendant les 6 années d'étude.